



Montreuil le jeudi 17 mars 2022

Sécurité sociale

MSA

Mutualité

Groupe Protection Sociale

Aide, Maintien, Accompagnement
à Domicile

Pôle-Emploi

Missions Locales

Régies de Quartier

Associations-Divers

Aux candidats à l'élection présidentielle

Madame, Monsieur

Vous vous présentez à la plus haute fonction de notre pays, vous briguez un mandat qui dans les temps incertains que nous traversons va recouvrir une portée sans doute inédite.

Après une pandémie qui n'a toujours pas été endiguée et qui aura révélé les fragilités, les déséquilibres et les manquements de notre société, la guerre, tragique et meurtrière, s'est invitée au cœur même d'une Europe qu'on pensait en sécurité.

Ces évènements nous obligent à repenser notre monde, mais aussi notre société.

Il nous faut revoir nos priorités, nous ne pouvons pas continuer aveuglément à tout léguer aux règles d'un marché supposé équilibré, alors même qu'il n'a généré que désastres, inégalités, pauvreté et aussi colère.

Nous n'avons cessé de nous battre pour non seulement préserver notre modèle social, mais aussi le renforcer, malgré des vents contraires.

Nous n'avons cessé de promouvoir une protection sociale à la hauteur des enjeux de notre époque qui replace au centre du dispositif notre Sécurité sociale.

Le travail se précarise, le chômage se pérennise, les retraites sont remises en cause, les salaires sont bloqués, le pouvoir d'achat est rogné, notre jeunesse fait la queue pour de l'aide alimentaire.

La répartition des richesses créées n'a jamais été aussi déséquilibrée.

Dans le même temps les mesures pour venir en aide et en soutien aux entreprises ont en réalité asséchés le financement de notre protection sociale avec des dizaines de milliards d'exonération de cotisations.

Pour quels résultats ? Où sont les emplois créés, où est la réduction des inégalités, où est l'amélioration de nos services publics, où en est notre hôpital, où en sont les 10 millions de personnes qui en France vivent sous le seuil de pauvreté ?

Ce sont là des questions fondamentales, nous ne sommes pas déconnectés des réalités économiques, bien au contraire, nous ne les connaissons que trop et nous sommes en bonne place pour recueillir les souffrances des travailleurs, des privés d'emplois et de toutes ces catégories dont on ne fait plus que des statistiques.

Nous ne pouvons plus accepter d'être autant méprisés par les pouvoirs en place, alors même que le réel ne cesse de confirmer nos craintes et nos alertes. Nous disions en propos liminaires que nous entrions dans des temps incertains.

Qu'allons-nous faire si une autre pandémie se déclare, si un nouveau variant émerge ? Nous allons à nouveau fermer le pays pour masquer l'incurie d'un hôpital laissé exsangue par des décennies de « modernisation des services publics » ?

Comment soutenir les populations, dans la diversité de leurs parcours et de leurs situations sans une protection sociale qui justement protège contre tous les aléas de la vie ?

Comment rendre la transition énergétique supportable par les plus fragiles ?

Comment faire alors que les moyens viennent à manquer, que l'on a supprimé des milliers de postes, que l'on réduit chaque jour un peu plus le périmètre de la sécurité sociale, que les personnels de pôle emploi et missions locales sont en difficulté pour accompagner les privés d'emploi ou insérer les plus jeunes ?

Les différents gouvernements ont diminué les droits, restreint les recours, limité les contacts et les liens de la population avec sa protection sociale en fermant nombre d'accueils.

Le résultat est plus qu'alarmant des deux côtés du guichet, pour les allocataires, les assurés sociaux évidemment, mais aussi pour les salariés de l'ensemble de nos champs professionnels.

Le service public de l'emploi est en perdition par d'incessante remise en cause de son rôle crucial dans l'accompagnement et la protection des demandeurs d'emploi.

Le Régime Général de Sécurité sociale comme celui de la MSA sont attaqués clairement sur l'ensemble de leurs valeurs humanistes et sur leurs fondamentaux solidaires quand les organismes complémentaires semblent prendre un virage mortifère vers l'assurantiel.

Enfin, les salariés de l'aide, du soin et du maintien à domicile connaissent des conditions salariales et de travail qui relève d'un autre temps alors qu'elles, car ce sont des femmes en très large majorité, s'occupent des plus fragiles d'entre nous.

À nos yeux, rien n'est inéluctable, bien au contraire, car il s'agit bien de définir ensemble un modèle de société qui répond à l'intérêt général et aux antipodes de celui qui se dessine.

C'est donc bien des choix politiques forts et à l'opposé d'une marchandisation de la Protection sociale et de la santé qu'il convient d'opérer.

Vous aurez, si vous êtes élu à cette plus haute fonction de notre pays, la responsabilité de ces choix qui définiront durablement notre vivre ensemble.

Nous avons des solutions basées sur nos revendications à toutes ces problématiques que nous soulevons, elles sont applicables, finançables et porteuses de progrès social.

C'est de cela que nous souhaiterions discuter avec vous afin de vous convaincre que la prise en charge de l'individu de la naissance à la mort sans peur des lendemains constitue l'un des piliers essentiels d'une société humaniste et de progrès.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Denis LALYS
Secrétaire Général de la FNPOS CGT